



# La mobilité des jeunes

Un moyen de renforcer la société civile en Europe

**ALICE ALTISSIMO, ANDREAS HERZ, WOLFGANG SCHRÖER**

Septembre 2018

- Les programmes de l'UE en faveur de la mobilité des jeunes ont non seulement été créés pour renforcer le marché du travail, mais aussi pour construire des passerelles au service de l'entente entre les Etats. L'objectif était de promouvoir la structuration d'une véritable société civile européenne.
- Le projet de recherche MOVE, dédié à la mobilité des jeunes dans le cadre du programme « Horizon 2020 » de l'UE, souligne le désir des jeunes d'un renouveau de la cohésion sociale en Europe. L'étude regarde de manière critique la distinction opérée actuellement entre la migration, connotée négativement et associée à une charge pour la société, et la mobilité, considérée sous l'angle purement économique comme génératrice de diversité et d'avantages compétitifs, et réservée à un petit nombre.
- Les jeunes souhaitent établir une mobilité socialement équitable qui prendrait en considération les inégalités dans l'attribution d'une position donnée et ne se laisserait pas réduire au rôle de ressource économique ou d'enrichissement personnel et professionnel. Les expériences que les jeunes font de la mobilité devraient constituer la base de réflexion d'un renouveau de la société civile européenne, qui ferait aussi une place aux non-Européens et se porterait garant d'eux.

La mobilité des jeunes a toujours été et continue d'incarner un symbole historique ainsi qu'une composante fondamentale de l'unification de l'Europe, puis de l'Union européenne. Dès l'origine, des programmes d'échange ont été aménagés pour et par les jeunes afin de construire des passerelles au service de l'entente entre les Etats. Il s'agissait d'envoyer au monde un message annonçant la construction d'une Europe de la paix et la structuration de la société civile par la nouvelle génération.

La jeunesse fut désignée comme le grand acteur d'une société civile européenne. L'émergence d'une société civile structurée a d'ailleurs été pendant des années au cœur du projet de renforcement de la mobilité des jeunes en Europe. Les rencontres de jeunes ont ainsi été fréquentées par de nombreux responsables politiques soucieux d'apparaître eux aussi comme les parties prenantes de cette société civile à venir.

Il existe aujourd'hui encore dans l'UE une incroyable quantité et diversité de programmes destinés à la jeunesse, motivés par le souhait de l'UE d'inciter les jeunes à passer quelque temps à l'étranger. L'objectif premier est de promouvoir la mobilité des individus pour, d'une part, renforcer le marché du travail en Europe et, d'autre part, offrir aux jeunes la possibilité d'élargir leurs horizons sociaux et personnels. D'une façon générale, il s'agit également, par l'intermédiaire de ces programmes, de promouvoir l'idée d'unification de la société civile européenne. Le Livre blanc de la Commission intitulé « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne », publié en 2001, exprime ainsi la volonté de voir « les jeunes européens s'affirmer davantage en tant que citoyens solidaires, responsables, actifs et tolérants au sein de sociétés pluralistes. Aujourd'hui comme demain, l'un des défis majeurs pour nos sociétés consiste(ra) à intégrer davantage les jeunes dans les communautés locale, nationale et européenne et à encourager l'exercice d'une citoyenneté active » (Commission européenne 2001 : 12 suiv.).

Erasmus + est un exemple de programme visant à promouvoir la mobilité des jeunes en Europe; lancé par la Commission européenne pour la période 2014-2020, il inclut programmes communautaires déjà existants tels que *Erasmus étudiants*, *Erasmus jeunes entrepreneurs*, *Comenius (éducation)* et *Leonardo da Vinci (formation professionnelle)*. Erasmus, avait été lancé en 1987 pour permettre des échanges entre universités. Près de 3 mil-

lions d'étudiants y ont depuis participé (King et al. 2016). Une autre initiative, le « Réseau d'apprentissage sur les programmes de mobilité destinés aux jeunes et jeunes adultes défavorisés » (TLN Mobility) (*„Learning Network on Transnational Mobility Measures for Disadvantaged Youth and Young Adults“ (TLN Mobility)*), à laquelle participent 15 Etats et régions, vise à combattre le chômage des jeunes. S'y ajoutent des initiatives régionales comme le programme « IdA – Integration durch Austausch » (*«L'intégration par l'échange»*), dont la vocation est d'aider les jeunes à (ré)intégrer le marché de l'emploi grâce à une période de travail à l'étranger. D'une façon générale, les raisons pour lesquelles les jeunes se déplacent en Europe sont très diverses: échanges scolaires, séjours au-pair, formation, vacances, service civique, emplois saisonniers ou activité professionnelle (statut de travailleur indépendant). Il est par conséquent très difficile de traduire en chiffres la mobilité des jeunes, car les échanges ou séjours à l'étranger de courte durée échappent généralement aux recensements statistiques. On peut toutefois supposer que le phénomène n'avait encore jamais connu une telle ampleur en Europe.

De nombreux individus issus des générations précédentes rencontrent toutefois des difficultés à considérer la jeunesse actuelle comme le grand acteur d'un renouveau de la société civile. Les crises économiques et internationales, les nouvelles formes de nationalisme et les politiques migratoires occultent trop souvent le débat sur les perspectives des jeunes en Europe pour que les programmes de mobilité puissent être considérés comme porteurs d'un avenir nouveau. La mobilité des jeunes est bien davantage considérée et évoquée comme un simple outil de développement économique et d'enrichissement personnel.

## Move

Le projet MOVE est un projet de recherche consacré à la mobilité des jeunes dans le cadre du programme « Horizon 2020 » de l'UE placé sous le thème « La jeune génération dans une Europe novatrice, inclusive et durable ». Il étudie différentes formes de mobilité de la jeunesse en Europe afin de les envisager, entre autres, du point de vue des jeunes eux-mêmes, de contribuer à l'émergence au sein de l'UE d'un cadre socio-politique adapté et d'organiser ces mobilités de façon plus transparente. L'intitulé complet du projet est: « Mapping mobility (*Cartographie*

la mobilité) – Formes, institutions et effets structurels de la mobilité des jeunes en Europe». Font partie du consortium MOVE l'Institut de Pédagogie sociale et de Pédagogie de l'organisation (*Institut für Sozial- und Organisationspädagogik*) de l'Université de Hildesheim, l'association Institut allemand de la Jeunesse (*Deutsches Jugendinstitut e.V.*), ainsi que des scientifiques et organisations de cinq autres pays : le Luxembourg, la Hongrie, la Norvège, la Roumanie et l'Espagne.<sup>1</sup>

## La mobilité des jeunes

Nous constatons toutefois dans le cadre du projet MOVE<sup>2</sup> pour la mobilité des jeunes en Europe qu'ils sont nombreux à souhaiter un renouveau de la cohésion sociale en Europe et à voir dans leur expérience de mobilité un symbole de l'existence d'une société civile européenne. Un jeune étudiant interrogé à propos de son service civique à l'étranger résume ainsi ce que nombre de ses congénères pensent :

« Si les Européens s'unissaient vraiment et si chacun ne se préoccupait pas que de lui-même, nous pourrions tout simplement faire BEAUCOUP plus. Et on pourrait alors regarder encore plus loin. J'aimerais vraiment que chacun se considère davantage comme européen. Et ensuite, comme citoyen du monde ; sans que la réflexion se limite aux frontières, sans se dire que « Nous, on gagne plus d'argent, on n'a aucune envie de se fatiguer à entraîner les plus faibles avec nous ». Pour moi, ce mode de pensée est un poison, trop étriqué, pas assez réfléchi » (Interview 3).

Il importe donc de ne pas réduire la mobilité des jeunes à un simple outil de développement économique en Europe. Elle s'inscrit évidemment dans les stratégies visant à préserver la compétitivité économique de l'Europe dans le monde. Mais la réduire à cette seule dimension économique reviendrait à inscrire la mobilité des jeunes dans une politique migratoire manichéenne qui ne peut faire de distinction qu'entre des individus mobiles économi-

quement utiles et ceux qui n'entrent pas dans cette catégorie, qu'il faut tenir à l'écart. Nous plaçons au contraire pour que la mobilité des jeunes soit considérée comme une composante fondamentale de l'organisation d'une société civile européenne qui prenne conscience de ses imbrications économiques et transeuropéennes.

## La mobilité, une ressource économique

Contrairement à l'immigration, la mobilité - celle de la jeunesse en particulier - a toujours bénéficié d'une connotation positive. Être mobile semble constituer une qualité dans la réalité de notre époque et est associé, particulièrement pour la jeune génération, à une perspective d'ascension sociale ou de prospérité, à un enrichissement culturel et à un épanouissement personnel. A contrario, l'immigration est plutôt stigmatisée et souvent associée à une charge pour la société et à un déclassement social. La distinction entre « mobilité » et « migration » a été mise en exergue ces dernières années, la mobilité étant de plus en plus appréciée comme un outil de développement économique alors que l'immigration est associée à l'idée de coût pour la société et de population défavorisée.

Cette distinction se retrouve dans le débat économique, lorsqu'il est question par exemple de gestion de la diversité et que l'importance d'être « prêt à se déplacer » est mise en avant. A ce moment-là, ce n'est pas d'immigration que l'on parle. La mobilité est considérée comme génératrice de diversité et d'avantages compétitifs, comme le montrent des programmes du type IdA, qui entendent permettre l'accès au marché du travail via la mobilité. Un manuel de pratique entrepreneuriale dit ainsi, à propos de la gestion de la diversité, que « le principal message est le suivant : la diversité des ressources humaines est un avantage compétitif important, qui sera même déterminant dans un avenir proche. Savoir gérer la diversité est un gage de créativité et de flexibilité, autant de compétences indispensables aux entreprises désireuses de s'imposer sur un marché concurrentiel mondialisé. Il s'agit donc de les promouvoir et de les mettre en œuvre de façon ciblée ». (Haselier/Thiel 2005 : 12).

On peut au bout du compte affirmer que la disparition des frontières économiques à l'échelle mondiale a déplacé l'angle de vue porté sur la mobilité. La mobilité, c'est la disponibilité géographique permanente de capital

1. MOVE bénéficie d'une aide financière au titre de l'accord sur les aides financières N° 649263 conclu suite au programme cadre de l'Union européenne pour la Recherche et l'Innovation, Horizon 2020. Pour en savoir plus sur ce projet : <http://www.move-project.eu/>

2. Les citations présentées de façon anonyme dans cet article sont tirées des travaux « qualitative case studies » du projet MOVE : 12 jeunes adultes des États concernés ont été interrogés à propos de leurs séjours à l'étranger. Nous nous appuyons dans notre article sur des questions posées entre septembre 2015 et août 2016 à des participants âgés de 18 à 29 ans qui ont effectué un service civique à l'étranger.

humain hautement qualifié. En se déplaçant, la jeunesse européenne qualifiée se prépare donc à être disponible de façon flexible en fonction des besoins de l'économie. Stephan Sting a souligné à ce propos que cette évolution risque d'entraîner une politique de la mobilité à deux vitesses. Autrement dit, une politique fondée sur l'hypothèse que les chances de mobilité ne sont pas les mêmes pour tous. Pour Stephan Sting, la mobilité est le privilège d'un petit nombre dont on attend un intérêt économique alors que les individus qui ne sont pas directement identifiés comme ressource, encore appelés « migrants », restent laissés pour compte (cf. Schröer/Sting 2003).

## Une « mobilité » socialement équitable

Les jeunes que nous avons interrogés évoquent eux aussi ces rapports de cause à effet :

« Je dirais que classiquement, il s'agit de la mobilité d'Allemands ayant étudié à l'université, et donc pas forcément ce que je souhaiterais pour essayer d'amplifier le phénomène. Il y a bien d'autres chantiers. En envisageant la mobilité au-delà du groupe social auquel on appartient, le point le plus important est d'arriver à véritablement créer une structure d'échange. Il faudrait dépenser autant pour des programmes d'échange destinés aux pays du Sud en général que ce que l'État allemand dépense pour la mobilité de ses étudiants et bacheliers fraîchement diplômés » (entretien 2).

Ce commentaire montre que les jeunes souhaitent que l'on adopte un autre regard – plutôt cosmopolite – tel que celui présenté dès 2005 dans le rapport de la Commission mondiale sur les migrations internationales. Ce document nous invite à ne plus considérer la mobilité de personnes hautement qualifiées comme une voie à sens unique réservée aux Européens sortis des meilleures écoles. Il nous encourage au contraire à partir de l'idée d'une circulation équitable, à renforcer la mobilité dans différentes directions - y compris sur des trajectoires sociales opposées - et à la considérer comme le moment d'une coopération européenne et mondiale axée sur le partenariat. Les régions sont ainsi invitées à tirer parti de l'augmentation du nombre de personnes mobiles, sachant que celles-ci « rentrent régulièrement ou occasionnellement dans leur pays d'origine et partagent avec leurs sociétés d'origine les avantages des aptitudes et ressources acquises lors de leur séjour et grâce à leur

travail » (Commission mondiale sur les Migrations internationales (2005 : 42).

Les jeunes qui considèrent que la situation actuelle pose problème souhaitent établir un lien entre mobilité et une possible responsabilité sociale, ainsi qu'une réflexion critique sur les privilèges des citoyens européens. Un participant à l'étude décrit les choses ainsi :

« Les gens satisfaits de leurs séjours à l'étranger disent tous que cette expérience est généralement ternie par la mise en évidence brutale d'une position de pouvoir » (entretien 2).

Ce participant identifie ainsi une inégalité de positionnement ou plutôt une inégalité dans l'attribution d'une position donnée. Ceci montre également que les jeunes aspirent à une mobilité socialement équitable car en Europe aussi, la fracture sociale est une réalité.

Il semble que la politique de la mobilité en Europe doive suivre un parcours d'apprentissage comparable à celui de la politique migratoire en Allemagne. Cette politique non plus n'avait pas anticipé au départ que les individus ne se laisseraient pas réduire au rôle de ressource économique. La phrase : « Il s'agissait d'aller chercher de la main d'œuvre, mais ce sont des hommes et des femmes qui sont venus » résume ainsi l'une des choses les plus importantes apprises par les Européens en termes de politique migratoire. Cette phrase peut être transposée au débat actuel sur la mobilité des jeunes : ce ne sont pas des ressources économiques qui sont mobiles mais bien des jeunes, des acteurs sociaux, culturels et politiques du développement de la société, qui réclament un renouveau de la société civile européenne.

## Mobilité des jeunes et citoyenneté : je (ne) me résume (pas) à mon passeport

Les témoignages des jeunes révèlent dans le même temps qu'ils ont conscience de l'importance de la mobilité pour leur parcours professionnel. On perçoit même à travers les interviews la conscience du fait que la mobilité est considérée comme une nécessité pour qui veut réussir sa vie. Certains jeunes nient absolument que cela puisse avoir un effet déterminant sur leur motivation. Lorsqu'on les interroge sur l'impact positif d'un séjour à l'étranger sur leur C.V., on s'entend répondre entre autres :

«Ce n'est pas comme cela que je fonctionne. Cela m'était totalement, mais alors totalement égal, ça n'aurait JAMAIS été pour moi la raison de partir. Jamais de la vie. Bon, c'est un bon point en plus, mais ça ne va pas plus loin» (entretien 3).

Mais dans le même temps, plusieurs autres évoquent spontanément leur C.V. et l'atout qu'y représente la mobilité :

« Question : Peux-tu me dire ce que cela a fait changer chez toi d'une façon générale ? Réponse : Oui, ça s'est fait un peu par hasard et maintenant, en lisant mon CV, on peut se dire que je suis intéressé par l'étranger ; pareil pour les études » (entretien 2).

Les jeunes perçoivent qu'ils sont dans une position plus favorable lorsqu'ils ont séjourné à l'étranger. Mais les entretiens indiquent aussi qu'ils y pensent avant tout en rapport avec leur situation personnelle, ensuite dans le contexte politique et seulement en dernier ressort dans le contexte professionnel.

Ils se rendent également compte du privilège que représente leur nationalité en termes politiques. Ils comprennent que les chances liées à la mobilité ne sont pas les mêmes pour tous et prennent conscience de la responsabilité inhérente à la mobilité :

« Quand on va au bout du raisonnement, c'est ce qu'en retiennent la plupart des gens : cette exhibition complète de la position sociale de chacun et de ce « que vaut mon passeport » (entretien 2).

### Le réseau des mobilités : une chance de renouveau de la société civile

La mobilité des jeunes se présente sous la forme d'un continuum de différentes formes de mobilité sociale et d'expériences personnelles, professionnelles, sociales et culturelles. En outre, la mobilité est pratiquée par des jeunes aux parcours migratoires variés, qui ont été mobiles et le restent, et qui migrent à l'intérieur de l'Europe et vers l'Europe.

Les programmes européens d'encouragement à la mobilité des jeunes associent certes systématiquement la dimension de l'emploi et l'encouragement à renforcer la société civile européenne ; mais ces programmes semblent au total faire peu de cas de la politique de la jeunesse et des expériences vécues par les jeunes eux-mêmes.

La jeunesse sent bien que peu nombreux sont ceux qui croient en sa capacité à renouveler la société civile européenne. Elle souhaite cependant un renouveau de la société civile qui tienne compte des expériences faites par chaque jeune des imbrications qui existent aujourd'hui entre Etats à travers le monde. Enfin, les jeunes réclament une nouvelle réflexion sur la société civile européenne d'un point de vue cosmopolite, une société civile européenne qui accorde aussi une place aux « autres », aux non-Européens, et qui se porte garant d'eux. » La cosmopolitisation relie des individus, des groupes et des sociétés et les place, au-delà des frontières et des oppositions existantes, dans un nouveau mode de relation mutuelle qui transforme la place et la fonction du « soi » et de « autre ». Une telle « intériorisation de l'altérité globalisée » (« the global other is in our minds ») constitue et rend visible la rationalité sociologique, le « visage sociologique » de la mondialisation » (Beck/Grande 2010 : 195).

A l'heure actuelle, la question revient finalement aussi à savoir si les générations précédentes prêtent ou non, d'un point de vue politique, aux plus jeunes générations une véritable vision européenne. A supposer qu'une telle vision puisse être identifiée à partir de nos entretiens, elle puise directement son origine dans le vécu des jeunes. Ces derniers se rendent ainsi compte par eux-mêmes de la pression économique à laquelle ils sont soumis et à laquelle ils n'entendent pas céder ; ils veulent au contraire y faire face en vivant de nouvelles relations personnelles, culturelles et citoyennes en Europe. Ils sont à la recherche d'un nouveau cadre issu de la société civile, sans avoir ni vouloir donner de solution simplificatrice. Ils ressentent les imbrications liées à la mondialisation dans leur vie personnelle, voyant dans les programmes en faveur de la mobilité des jeunes un potentiel éducatif qui leur fait vivre l'Europe dans toutes ses interactions avec le monde.



## Les Auteurs

**Alice Altissimo** est collaboratrice scientifique auprès de l'Institut de Pédagogie sociale et de Pédagogie de l'organisation de l'Université de Hildesheim (*Institut für Sozial- und Organisationspädagogik der Universität Hildesheim*) et participe au projet MOVE.

**Andreas Herz** représente la Chaire de méthodologie («*Methoden*») de l'Institut des Sciences de l'Education de l'Université Philipps de Marbourg (*Institut für Erziehungswissenschaft der Philipps-Universität Marburg*) et participe au projet MOVE.

**Wolfgang Schröer** est professeur de pédagogie sociale à l'Institut de Pédagogie sociale et de Pédagogie de l'organisation de l'Université de Hildesheim (*Institut für Sozial- und Organisationspädagogik der Universität Hildesheim*).

## Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg  
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96  
[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

Contact:  
[fes@fesparis.org](mailto:fes@fesparis.org)

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie: la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Les autres publications de notre série « La gauche et l'identité » sont à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html>

Cuperus, René

### **La fable des migrations vertueuses**

De la dangereuse naïveté des partisans inconditionnels de l'immigration  
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14512.pdf>

Schulze, Bodo; Wulf, Herbert

### **Penser la sécurité de demain**

Plaidoyer pour un nouveau mot d'ordre européen pour la politique de paix et de sécurité  
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14463.pdf>

Steinhilber, Jochen

### **A la recherche d'un sentiment d'appartenance**

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14441.pdf>

Saxer, Marc

### **Pour un patriotisme progressiste**

Ou comment les progressistes devraient se réapproprié le concept de patriotisme  
<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14372-20180418.pdf>

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.